



Face à la répression d'État et à la violence patronale, faisons bloc

Jeudi 18 avril, Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale CGT du Nord, a été condamné un an de prison avec sursis et 5 000 euros d'amende pour « apologie du terrorisme ». Ce militant syndical était poursuivi en raison d'un tract écrit collectivement et diffusé le 10 octobre dernier, trois jours après l'attaque du Hamas contre Israël. Cette condamnation sonne comme un avertissement à toutes celles et ceux qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien, écrasé sous les bombes à Gaza depuis plus de six mois et victime depuis 75 ans d'oppression coloniale.

La criminalisation du soutien au peuple palestinien

« Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi [7 octobre], elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées » : c'est ce passage du tract qui a permis à la justice d'estimer que le tract « constituait une légitimation d'un attentat de masse sous couvert d'une analyse historique ». Jean-Paul Delescaut n'est pas un cas isolé. Rima Hassan, candidate LFI aux élections européennes, est convoquée par la police le 30 avril, elle aussi pour « apologie du terrorisme », juste après l'interdiction de la réunion publique en solidarité avec la Palestine qu'elle devait tenir à Lille en compagnie de Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi le cas de Siham Assbague, journaliste et militante antiraciste, ou encore d'Anasse Kazib, cheminot, militant révolutionnaire et syndicaliste à Sud Rail, et de bien d'autres. Selon le ministère de la Justice, 600 procédures étaient en cours en janvier 2024 pour « apologie du terrorisme » ou « provocation à la haine raciale ». Il s'agit d'une véritable inflation répressive, qui vise à faire taire toute contestation et qui s'appuie sur une indignation bien sélective. Car à ce jour, aucune poursuite n'a été engagée contre ceux qui légitiment le génocide en cours à Gaza, qui a déjà fait plus de 34 000 morts sous les bombes, dont un tiers d'enfants, et se poursuit par une famine organisée.

Une dérive autoritaire contre toute forme de contestation

Cette répression contre celles et ceux qui soutiennent le peuple palestinien est un pas supplémentaire dans le cours autoritaire et liberticide du gouvernement Macron. Manifestations et réunions

politiques interdites, militants convoqués par la police, lycéennes et lycéens mis sous surveillance, sportifs, chercheurs, universitaires, écrivains, cinéastes blacklistés, adjoint au maire privé de son mandat... le gouvernement affute ses armes répressives pour les employer demain à plus grande échelle contre une contestation sociale qu'il a toutes les raisons de craindre.

Car après les annonces de coupes budgétaires dans les services publics, qui vont peser particulièrement sur les classes populaires, après la nouvelle attaque contre les droits des chômeurs, le patronat poursuit l'offensive avec l'annonce de centaines de licenciements. Alors même que les actionnaires se gavent de dividendes, ce sont les fermetures d'usines qui sont promises aux travailleurs. Stellantis fait planer la menace sur plusieurs usines du groupe. ExxonMobil annonce la vente de plusieurs sites et la suppression de 677 emplois à Gravenchon (Seine-Maritime). Et maintenant, c'est au tour de Sanofi d'annoncer 300 emplois supprimés.

Le gouvernement n'est pas en reste, avec son ministre de la Fonction publique, Guérini, qui annonce que les licenciements ne seront plus « tabous » dans la fonction publique. En réalité, des licenciements de fonctionnaires, il y en a déjà sur des motifs disciplinaires. Mais le gouvernement use de bien d'autres méthodes pour réduire les effectifs, entre gel des embauches et dégradation des conditions de travail pour pousser dehors des travailleuses et travailleurs exténués.

Alors oui, il y a bien des raisons de se révolter et de s'organiser contre ce monde barbare qu'engendre le capitalisme et la loi du profit. Et pas question d'accepter de se laisser bâillonner.

La direction répond au mal-être des salariés par la répression

Les agents de CDR étaient en grève la semaine dernière contre le licenciement d'un collègue. Sur cette station d'épuration, l'ambiance est à la dictature depuis trop longtemps et malgré les changements, le management est resté aussi vertical et rigide.

Après une expertise sur les risques psychosociaux, ce système a perduré et la direction a utilisé un bouc-émissaire. Mais cette fois, la solidarité s'est exprimée contre l'injustice : quasiment tous les agents ont participé à la grève, les langues se sont déliées pour dénoncer les vrais problèmes de sécurité. Notre collègue est licencié mais la direction a fait l'unité contre elle, rien ne sera plus comme avant car les grévistes ont montré qu'ils savaient se faire respecter.

Les bons résultats... de notre exploitation

Sabrina Soussan nous écrit pour se féliciter des bons résultats de Suez : des contrats gagnés dans le monde entier et 8,9 milliards d'euros de chiffre d'affaire pour 2023.

Mais pour nos NAO, c'est toujours 2,3 % et maintenant, il est question de baisser de 25 % notre prime de participation ! Qu'on nous donne du « chers collaborateurs » ou non, le compte n'y est pas. Nous aussi, nous pouvons nous faire entendre.

Maîtrise des entrants, sans entrants !

Chez Suez et sa filiale, la Sevesc, le manque de personnel est récurrent. Le service « Maîtrise des entrants » à Suresnes fonctionne avec 50 % des effectifs... Jusqu'à quand ? Ils ne sont pas les seuls dans cette situation. Mobilisons-nous pour des embauches, à hauteur des objectifs qu'on nous fixe.

Le rendez-vous des requins

Du 15 au 17 avril, les capitalistes de l'eau s'étaient donné rendez-vous à Londres afin de se partager le marché mondial de l'eau. Les organisateurs se félicitaient d'être le lieu où l'eau rencontre l'argent. 150 milliards de dollars, ça aiguise les appétits. Évidemment, nous ne verrons pas cet argent : celui-ci est accaparé par les actionnaires.

Examen oral au Medef : Bardella premier de sa classe

Le 18 avril, sept têtes de liste des élections européennes ont participé à un « Grand oral » organisé par le Medef pour détailler leur programme économique à un parterre de grands patrons.

Le candidat du RN, Jordan Bardella, a déclaré d'emblée qu'il était là pour « rassurer » le monde

des affaires et a passé son temps à flatter les patrons... Il a promis que les députés lepénistes au Parlement européen seront aussi dociles que les autres face aux réclamations du grand capital. À bon entendeur...

Nos vies avant leurs profits !

Des laboratoires comme Sanofi ou Biogaran (génériques du groupe Servier) font du chantage pour augmenter le prix des médicaments qu'ils jugent maintenus trop bas par les autorités. Les laboratoires Servier, condamnés en appel en décembre 2023 pour escroquerie à la Sécurité sociale, tromperie aggravée, homicides et blessures dites « involontaires » dans l'affaire du Médiateur s'apprêtent même à vendre Biogaran à un autre groupe capitaliste qui ne fera pas mieux. Notre santé dans les mains de tels rapaces, c'est inacceptable et criminel.

L'extrême droite prospère sur la pauvreté à Mayotte

Le Pen a débarqué à Mayotte pour faire de la surenchère contre les migrants comoriens, pauvres parmi les pauvres de l'île. Elle arrive dans la foulée de l'opération « place nette » menée par le gouvernement : le but affiché est de démanteler 1300 cases en tôle (bangas) d'ici juin, laissant les gens à la rue, et d'arrêter des « chefs de gang » dont rien n'est dit sur qui ils sont ni d'où ils viennent.

D'après Le Pen, tous les problèmes de Mayotte, crise aiguë de l'eau, manque de profs, de logements, désert médical, pauvreté des pêcheurs seraient dus aux immigrés comoriens. Elle n'a pas d'autre point de vue que celui du gouvernement qui garde la main sur ce bout de l'archipel des Comores pour défendre les intérêts stratégiques de l'impérialisme français dans la zone. Tout en maintenant l'immense majorité de la population dans la misère.

Quand la « démocratie » cache la dictature

Les élections législatives qui commencent en Inde dureront plusieurs semaines, mais le résultat est déjà connu. La victoire du dirigeant d'extrême droite hindouiste Narendra Modi est quasiment certaine, lui qui a mis ce pays d'1,4 milliard d'habitants en coupe réglée. La soi-disant « plus grande démocratie du monde » est un régime autoritaire et raciste, où des centaines de millions de pauvres subissent l'exploitation capitaliste, la misère, voire la terreur que Modi entretient par des pogroms contre la minorité musulmane.

C'est cette « démocratie » que soutiennent les puissances impérialistes, France et USA en tête, qui soutiennent Modi et sa répression, tant qu'il suit leurs intérêts économiques ou militaires.